Déclaration FSU – CTSD 59
18 mars 2022

La FSU commencera cette déclaration en rappelant sa condamnation de l'attaque militaire du président russe contre l'Ukraine. La FSU appelle à la paix et affirme sa solidarité avec les Ukrainiennes et Ukrainiens. Cette guerre en Ukraine a des conséquences humaines terribles : des civils meurent sous les bombes et des centaines de milliers de personnes, essentiellement des femmes et des enfants, ont déjà fui leur pays en guerre. La France doit renouer avec sa tradition humaniste d'accueil des réfugiés sans opérer de tri selon la nationalité des migrants. La FSU exige qu'un effort rapide soit fait pour l'accueil et la scolarisation des jeunes réfugiés. Cela passe notamment par le renforcement des UPE2A. Aujourd'hui, ces structures sont déjà sous tension, faute de moyens, et les élèves allophones sont trop souvent inclus dans les classes pour suivre tous les cours en attendant une place en UP2EA pour quelques demi-journées par semaine. C'est terrible pour ces enfants qui ne comprennent rien de ce qu'ils entendent ou voient mais aussi pour les enseignants qui ne peuvent pas s'en occuper faute de temps et de compétences pour pouvoir les aider. L'Education Nationale doit être à la hauteur des enjeux d'accueil et de scolarisation de tous les élèves, il est donc urgent d'anticiper la prise en charge des jeunes réfugiés qu'ils soient Ukrainiens ou d'une autre nationalité.

Le bilan de Jean-Michel Blanquer, c'est d'abord 7900 suppressions d'emplois d'enseignants dans le secondaire alors que les effectifs étaient en hausse et qu'une pandémie fragilisait les conditions de travail et d'apprentissage des élèves. Dans les collèges du nord, à la prochaine rentrée, il y aura 161 postes d'enseignants en moins par rapport à celle de 2017. Si cette année le ratio créations / suppressions devrait être proche de l'équilibre, les mesures de cartes scolaires restent nombreuses. Elles sont 45 et sont toujours source de beaucoup de stress pour les collègues concernés. En effet, outre le fait que ce sont souvent de nombreuses années d'investissement dans l'établissement qui sont balayées, c'est aussi beaucoup d'incertitude sur les situations des postes qui leur seront attribués. Pour certains, ce pourra être aussi le début de plusieurs années consécutives de pertes de postes notamment pour des collègues de lettres ou d'allemand qui accumulent parfois plusieurs mesures de carte scolaire.

Les compléments de services ont beaucoup augmenté également ces dernières années et ont contribué à dégrader les conditions de travail des personnels dans les établissements. A la prochaine rentrée, 16 % des postes seront impactés par, au moins, un complément de service : cela représente environ 980 postes dont 490 avec un complément de service hors SEGPA. Avec des DGH de plus en plus serrées dans les collèges, certains collègues se voient contraints d'accepter un complément de service dans un autre établissement pour ne pas voir leur poste supprimé alors qu'il ne leur manque que quelques heures dans leur service.

Jean-Michel Blanquer, c'est aussi le ministre qui va maintenant affecter les stagiaires à temps plein devant les élèves. Cela représente des conditions d'entrée dans le métier considérablement dégradées et un retour en arrière catastrophique pour l'ensemble de la communauté éducative. Cette décision, comme souvent unilatérale, va également considérablement réduire les possibilités de mutations déjà très impactées par les nombreuses suppressions de postes des années précédentes. Pour les collèges du nord, ce sont

83 postes vacants, auxquels s'ajouteront les supports réservés pour les contractuels alternants, qui sont bloqués et ne seront pas mis au mouvement intra-académique. Cela représente une contrainte supplémentaire qui va impacter également les collègues victimes de mesures de carte scolaire dans leur espoir de retrouver un poste dans un établissement proche de celui qui a été perdu, ou de pouvoir y retourner un jour.

La FSU ne trouve rien de positif dans le bilan du ministre Blanquer, obstiné et n'écoutant que lui-même, il n'aura su mettre en place qu'une « École de la défiance », celles des agents envers leur administration. Les inégalités se sont accentuées et nous n'avons eu de cesse de le dénoncer au sein de toutes les instances. Les réformes Blanquer doivent être remises à plat. Les collèges et les lycées doivent avoir les moyens de fonctionner et de mener à bien l'ambition de réussite de tous les élèves. Quel que soit le prochain président et le prochain gouvernement, la FSU sera aux côtés des personnels pour défendre leurs droits et leurs métiers. Elle saura porter et défendre un projet pour la réussite de tous les élèves, avec une culture commune ambitieuse et émancipatrice afin de réduire les inégalités scolaires.

Pour terminer, la FSU remercie les services de la DSDEN pour la transmission des documents et les échanges afin de préparer le groupe de travail et ce CTSD. Nous sommes conscients de l'exercice difficile qui est le leur dans ce cadre contraint de réductions de moyens et de réforme de la formation initiale, nous les remercions donc également pour les quelques situations de collègues qui ont pu être améliorées.